

La capitalisation, nouvelle figure de l'impérialisme ?

Jean-Marie Harribey

14 avril 2010

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2010/04/14/la-capitalisation-nouvelle-figure-de-l-imperialisme>

Au moment où le Conseil d'orientation des retraites (COR, avril 2010) publie des prévisions alarmistes (on y reviendra dans ce blog), et au plus fort d'une crise financière majeure, la campagne pour la capitalisation reprend, après une mise en sourdine temporaire à cause de la débâcle des fonds de pension.

Dans son rapport de janvier 2010, le COR vantait les prétendus mérites des régimes de retraites par points et par comptes notionnels (voir l'article du 10 juillet 2009, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2009/07/10/un-jour-tu-seras-vieux-mon-fils/#more-27> ci-dessous), tout en avouant que ces régimes, censés s'équilibrer automatiquement, étaient incapables de faire face aux chocs économique et démographique, ceux-là mêmes au nom desquels on veut réformer à tout va. En réalité, à travers ces propositions, il s'agirait d'imposer une logique individualiste aux retraites.

Aussi, la pression en faveur de la capitalisation s'accroît-elle, pour nous expliquer, contre toute raison, qu'elle est nécessaire pour compléter les régimes collectifs.

Un lecteur de ce blog m'interroge sur la déclaration de l'économiste Michel Aglietta, publiée par *Sud-Ouest* du 30 mars 2010 : « Il n'y a pas beaucoup de différence sur la logique entre les difficultés de la retraite par répartition et de la retraite par capitalisation, à partir du moment où il y a des crises, une croissance insuffisante et de gros besoins futurs. Mais il peut être intéressant de mélanger les deux parce que les risques ne sont pas nécessairement les mêmes. On a absolument besoin de la répartition, mais si la retraite par capitalisation est faite par des investisseurs institutionnels qui peuvent diversifier leurs placements dans le monde entier, elle peut compléter la répartition dont les ressources ne peuvent provenir que du PIB français, pour ce qui nous concerne. »

Michel Aglietta, qui est un économiste éminent, a raison de dire que les régimes par répartition et par capitalisation sont placés devant les mêmes contraintes démographiques et économiques, à l'opposé de ce qu'affirment beaucoup de ses collègues. Mais sa proposition contredit son propre raisonnement. En effet, si les placements dans le monde entier procurent des revenus plus élevés aux retraités des pays du Nord, cela signifie qu'ils seront enlevés aux travailleurs des pays du Sud, et donc que, macro-économiquement parlant, c'est-à-dire pour l'humanité entière, la capitalisation ne complète rien du tout.

Michel Aglietta n'a donc pas renoncé au projet qu'il défendait autrefois pour encourager le capitalisme patrimonial : « La population à forte épargne des pays développés et vieillissants subirait une baisse de rentabilité de sa richesse financière si elle devait investir exclusivement dans des droits de propriété sur le capital interne. Cependant, l'intégration mondiale des marchés de capitaux lui permet d'investir dans les droits de propriété sur le capital productif des zones où la population active est en forte croissance. [...] Les épargnants des zones riches seront donc mieux rémunérés qu'ils ne le seraient en autarcie. » (Aglietta M., Château J., Fayolle J., Le Cacheux J., Touze V., Julliard M., « L'avenir de nos retraites face à la globalisation financière : une exploration du modèle INGENUE », *La Lettre du CPII*, n° 200, avril, in *Problèmes économiques*, n° 2722, 18 juillet 2001.)

Cela faisait écho aux propos plus triviaux : « Il faut faire payer nos retraites par les Chinois. » (Boulard J.C., « Réflexion faite, oui aux fonds de pension », *Le Monde*, 13 novembre 1998) ; « Je souhaite que les producteurs chinois de textile et les fabricants indiens de logiciels ne soient pas les premiers bénéficiaires de notre système de protection sociale, mais qu'ils en supportent aussi une part de financement. » (Arthuis J., « Plaidoyer pour la TVA sociale », *Le Monde*, 11 juillet 2007).

Bref, toutes les contre-réformes des retraites visent à conforter la financiarisation de la société. Soit en faisant payer la crise aux travailleurs des pays du Nord, soit en pratiquant une nouvelle forme d'impérialisme à l'égard de ceux des pays du Sud, soit les deux à la fois, c'est plus sûr !